

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 27/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BOTTA ENTREPRISE SARL

6 rue du Commandant L'Herminier
B.P 15
38380 ST LAURENT DU PONT

Références : 20221220_RAP_Insp_BOTTA_StThibauddeCouz_Georisques.odt
Code AIOT : 0006101659

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement BOTTA ENTREPRISE SARL implanté Lieu-dit La Corba 73160 ST THIBAUD DE COUZ. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans les 6 mois qui suivent la notification par le préfet de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022 portant renouvellement, sur une durée de 25 ans, de l'autorisation d'exploiter la carrière "Les Radelles" par la SARL BOTTA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOTTA ENTREPRISE SARL
- Lieu-dit La Corba 73160 ST THIBAUD DE COUZ
- Code AIOT : 0006101659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le nouveau projet autorisé consiste à poursuivre l'exploitation d'une ancienne carrière, (ouverte en 1983) sans augmentation de son emprise, mais en adaptant les techniques d'extraction à un contexte particulier. La demande d'autorisation porte sur une durée de 25 ans remise en état finale comprise. À chaque achèvement de banquette succédera une période de réaménagement de l'entité créée : purge du front supérieur, mobilisation de matériaux meubles et fertiles ; végétalisation complète ou partielle.

L'objet de l'exploitation est l'extraction d'éboulis plus ou moins consolidés et de roches massives calcaires. La découverte du gisement est d'ores et déjà réalisée. La partie basse de l'excavation sera remblayée au moyen de matériaux inertes issus de chantiers de l'activité Bâtiment Travaux Publics.

Il s'agit d'extraire les grèzes litées, et une frange de calcaires urgonien sans intervenir sur les éboulis supérieurs. L'exploitation sera conduite du haut vers le bas du site, sans aucune extension et en

utilisant la piste nord déjà existante et reprofilée à l'occasion des campagnes de sondages.

Le volume de l'activité d'extraction est caractérisé comme suit :

- production annuelle moyenne de 85 750 t (35 000 m³)
- production annuelle maximale de 100 000 t (41 000 m³)
- production totale de 1 715 000 tonnes

Le remblaiement (175 000 m³) et la remise en état du site seront réalisés parallèlement à l'extraction. Les matériaux sont traités dans une installation de concassage et de criblage. La puissance totale installée de cet équipement est de 595 kW et sa capacité est comprise entre 60 et 400 t/h.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions générales et conditions d'exploitation
- Remblayage
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7.1.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7.1.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Déchets produits sur le site	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 4.1.8	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Remise en état et garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 9.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.7	/	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022 nécessite d'être rapidement intégré par la SARL BOTTA.

En effet, un certain nombre de prescriptions, pouvant être mises en oeuvre préalablement à la reprise de l'exploitation du gisement et ce même dans la période d'interdiction du 1/10 au 1/04, ne sont pas engagées alors que l'arrêté préfectoral a été notifié il y a 5 mois (mise à jour de l'affichage, bornage du périmètre du site, définition d'une procédure d'acceptation préalable des déchets inertes, élaboration d'un plan de gestion des déchets d'extraction, définition d'un protocole de suivi écologique, etc.).

Par ailleurs, d'autres dispositions réglementaires devant être menées dans les 6 mois qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral (avant fin janvier 2023) sont également en attente.

Pour rappel et avant la reprise des travaux d'extraction, l'exploitant devra être en capacité de justifier de la mise en oeuvre effective de l'ensemble des dispositions réglementaires prévues dans l'arrêté préfectoral du 29/07/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Équipements abandonnés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Lors de la visite, la présence d'équipements, dont le besoin et l'usage restent à démontrer, a été constatée (bungalows, containers, etc.). En particulier, l'installation (blanche) de traitement des matériaux nécessite une remise en état avec mise en tension et modification de son positionnement.
Observations : Avant la reprise de l'exploitation, l'exploitant devra explicitement se positionner quant au maintien en état des différents équipements et installations présents sur la carrière. Les équipements abandonnés devront être évacués du site et la remise en conformité des installations retenues pour être réutilisées dans le cadre du nouveau projet d'exploitation devra être effective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.3
Thème(s) : Autre, Accès, voirie publique, circulation interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (à minima, affichage du plan de circulation à l'entrée du site).</p> <p>Lors de certains tirs de mines, la RD 1006 pourra temporairement être coupée. Les tirs de mines se font en courant de matinée, après 9h00, pour limiter l'incidence de la fermeture de la RD 1006 sur le trafic et permettre les interventions et les contrôles nécessaires en cas de chute de bloc et la réouverture de la circulation en toute sécurité.</p> <p>Dans les 6 mois qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral, un protocole sera mis en place avec les services du Conseil départemental afin de réglementer les arrêts temporaires de la circulation lors de ces tirs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de la visite la présence d'un plan de circulation affiché à l'entrée du site. Pour autant, la formalisation des modalités de circulation sur la carrière n'apparaissent pas évidentes une fois l'entrée passée.</p> <p>Par ailleurs et dans le cadre de la mise en œuvre des tirs de mines, l'exploitant nous a précisé ne pas encore avoir pris contact avec les services du Conseil départemental, en charge de la RD 1006, afin d'établir le protocole permettant de réglementer les arrêts temporaires éventuels de la circulation.</p>
<p>Observations : Pour rappel, la mise en œuvre des tirs de mines sur la carrière ne pourra pas être engagée sans un positionnement explicite du Conseil départemental quant aux éventuelles coupures de la circulation sur la RD 1006.</p> <p>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant, en lien avec les autres constats relatifs à l'amélioration de l'affichage sur le site, de formaliser par un panneautage adapté les modalités de circulation et stationnement sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 3 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.5
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Une clôture (ou tout autre dispositif équivalent) solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation est installée sur la totalité du périmètre du site. Des panneaux « chantier interdit au public » sont apposés sur cette clôture et sur les voies d'accès. À l'intérieur du périmètre d'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées. En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite. En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage, formé aux risques générés par la carrière et ses installations associées.</p>
<p>Constats : Les constats faits lors de la visite d'inspection ont montré que la signalisation devait être améliorée à l'entrée du site, sur l'ensemble du périmètre de la carrière et au niveau des zones dangereuses.</p>
<p>Observations : Dans la continuité du constat précédent, il est demandé à l'exploitant de formaliser la signalisation des dangers sur l'ensemble du périmètre de la carrière que ce soit aux abords, en périphérie ou à l'intérieur du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 4 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 1.10.7
Thème(s) : Autre, Communication avec les riverains, élus et associations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans les 6 mois qui suivent le renouvellement des activités, une commission d'information de la carrière, présidée par le maire de la commune de Saint Thibaud de Couz et composée de représentants de ces communes, des associations locales de protection de l'environnement, de représentants des riverains et de l'exploitant est créée. L'invitation comportant un ordre du jour, sera transmis par le président en exercice à tous les membres, au moins quinze jours avant la commission. Le président pourra, en tant que de besoin, convier toute personne compétente, aux réunions de la commission. Les services de l'État concernés et l'inspection des installations classées pourront être invités en tant que de besoin.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant nous a confirmé ne pas encore avoir pris contact avec la commune afin de planifier la commission d'information prescrite dans l'arrêté préfectoral du 29/07/2022.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra s'assurer, d'ici la fin du mois de janvier, que la commune a bien connaissance de cette disposition réglementaire et veillera à la création de cette commission en lien avec les services de la mairie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7:1.1.2
Thème(s) : Autre, Information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> ◦ son identité (raison sociale et adresse), ◦ la référence de l'autorisation, ◦ l'objet des travaux, ◦ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, ◦ les jours et heures d'ouverture, ◦ la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ». ◦ la liste des déchets inertes autorisés
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'affichage réglementaire n'était pas mis en place.
Observations : L'exploitant veillera à la mise en place de l'affichage réglementaire, à la fois, au niveau de l'entrée sur le carreau de la carrière mais également au niveau des accès aux plateformes supérieures de la carrière (ex : barrière sur piste d'accès aux plateformes supérieures d'exploitation).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 6 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 7:1.1.3
Thème(s) : Autre, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : <ol style="list-style-type: none"> 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Le périmètre de l'installation n'est pas clairement délimité (absence de bornage physique du site). Compte tenu de la topographie du site, il n'est pas possible d'attester du respect des limites du périmètre d'autorisation.
Observations : Avant la remise en exploitation de la carrière, il est demandé à l'exploitant de faire procéder, par un géomètre expert, à l'implantation de bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le cas échéant, de bornes de nivellement. Ces bornes devront demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 7 : Déchets produits sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 4.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan inclus le mode de gestion des boues du curage éventuelles du bassin de décantation. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant de la carrière BOTTA n'a pas été en mesure de présenter au service d'inspection des installations classées un plan de gestion des déchets inertes et des terres polluées (PGDI).
Observations : Dans le cadre de l'action nationale, la visite du service d'inspection des installations classées a permis de rappeler à l'exploitant ses obligations vis-à-vis du PGDI. D'ici la prochaine inspection, il est demandé à l'exploitant d'établir ce plan de gestion des déchets inertes qui sera tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II - L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; • d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au service d'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer la disponibilité effective des débits d'eau d'extinction d'incendie ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p>
<p>Observations : Avant la remise en service des installations de traitement, il est demandé à l'exploitant de se mettre en relation avec les services du SDIS afin de faire le point sur les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur la carrière et sur le caractère suffisant et adapté aux risques des dispositifs existants.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 71.4
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes extérieurs sont autorisés dans les limites fixées à l'article 1.2.3.
Constats : L'exploitant, lors de la visite, n'a pas été en capacité de présenter au service d'inspection des installations classées les documents relatifs aux conditions d'admission de déchets sur sa carrière conformément aux dispositions de l'article 71.4.3 de son arrêté préfectoral du 29/07/2022.
Observations : Avant la reprise des travaux d'extraction, la justification, auprès du service d'inspection des installations classées, de la mise en œuvre documentaire et organisationnelle de ces prescriptions est attendue. Par ailleurs, il est précisé/rappelé à l'exploitant que, dans le cadre de l'application de la directive cadre déchets révisée en 2018 et de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire du 10/02/2020, la traçabilité des déchets se renforce et est étendue aux terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet. Cette traçabilité change aussi de format pour évoluer vers un support électronique. Dans le détail, le décret n° 2021-321 du 25/03/2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments prévoit la mise en place d'un registre national des terres excavées et des sédiments (RNTDS), afin d'enregistrer, par l'intermédiaire d'un téléservice, les données relatives à la traçabilité des terres excavées et sédiments transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Les informations transmises au registre national des déchets et au registre des terres excavées et sédiments sont les informations constituant les registres chronologiques, définies par l'arrêté du 31/05/2021. Pour autant, afin que l'ensemble des acteurs concernés par les obligations de traçabilité électronique issues du décret susvisé puissent appréhender progressivement les nouveaux outils mis à disposition, la période de tolérance initialement mise en place du 1er janvier au 30 juin 2022, est prolongée de 6 mois et s'achèvera au 31 décembre 2022. Pour les personnes devant effectuer une déclaration au RNTDS, la tenue des registres chronologiques et leur conservation est obligatoire tant qu'ils n'ont pas été transmis au registre électronique national précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois

N° 10 : Remise en état et garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2022, article 9.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Établissement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : Le dernier acte de cautionnement transmis à monsieur le préfet par l'exploitant est lié à l'ancien arrêté préfectoral aujourd'hui abrogé par l'arrêté préfectoral du 29/07/2022. Cet engagement de caution est échu et l'exploitant n'a, à ce jour, pas justifié de la constitution effective des garanties financières prescrites à l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 29/07/2022.
Observations : Préalablement aux travaux d'extraction, l'original de l'acte de cautionnement justifiant la constitution des garanties financières devra être transmis au préfet (guichet unique ICPE) et le montant des garanties financières devra être actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TP01. Le détail des calculs devra être porté à la connaissance du service d'inspection de la DREAL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4mois